

Médiapart

A Barcelone, une alliance des villes contre les nouveaux monstres politiques

13 juin 2017 Par Ludovic Lamant

Ils veulent en finir avec la peur qui nourrit, disent-ils, les monstres politiques du moment, de Donald Trump à Marine Le Pen. Réunis à Barcelone, capitale de l'indignation politique depuis l'élection d'Ada Colau en 2015, des représentants de plus de 150 villes, de Vancouver à Naples, de Belo Horizonte à La Corogne, ont tenté de poser les bases d'une alliance inédite.

Chloe Eudaly est une libraire indépendante de Portland, dans l'Oregon. Elle porte des lunettes à monture épaisse, qui rappellent celles de Daria, l'héroïne du dessin animé éponyme. Son entrée dans la politique institutionnelle remonte à un an et demi. « *Je suis une mère célibataire, et je me suis vite rendu compte que j'avais un problème, sur le marché immobilier locatif à Portland, quand j'ai dû chercher un appartement après ma séparation* », raconte-t-elle, confrontée à l'explosion des prix du foncier. Elle reproduit un jour sur sa page Facebook une petite annonce, qui proposait un local minuscule loué à un prix exorbitant, qu'elle baptise « *The shed* » (« *la cabane* »). Le post devient viral. Sur sa page, les témoignages affluent de voisins indignés par la flambée des inégalités dans la ville.

Autour d'Eudaly se rassemblent alors des activistes du droit au logement, des urbanistes et des artistes. Ils décident de monter une candidature citoyenne aux municipales. L'auteur de BD et journaliste Joe Sacco lui dessine son journal de campagne, *Rent Crisis*. La libraire s'engage sur une mesure qu'elle juge de bon sens : le gel des loyers à Portland. Le collectif refuse l'argent d'entreprises privées pour financer sa campagne. À défaut de moyens financiers, l'essentiel des efforts se concentre sur les réseaux sociaux. En novembre 2016, Donald Trump est élu président des États-Unis et Chloe Eudaly devient, le même jour, l'une des cinq commissaires de Portland, un poste de super conseiller municipal. Elle a raconté son expérience samedi soir, dans le cadre des rencontres des « *villes sans peur* » (*Fearless cities*) organisées, de vendredi à dimanche, entre les murs de l'université de Barcelone. Son histoire a sans doute rappelé des souvenirs à certains dans la salle : avant de devenir l'emblématique maire de la capitale catalane en 2015, Ada Colau était l'une des figures d'un des mouvements sociaux les plus puissants de l'Espagne en crise, une plateforme luttant contre les expulsions immobilières, [la PAH](#). Lors d'un atelier dimanche matin, c'est au tour de Roberto Andres, un professeur brésilien, de prendre la parole. Lui vient de Belo Horizonte, une ville de 2,5 millions d'habitants dans le Minas Gerais, non loin de Rio. Il a participé en 2015 à la création du mouvement MUITAS (« *nombreuses* »), qui cherche à canaliser la colère suscitée par les scandales de corruption des élus. « *Nous en avons eu l'idée pendant la période du carnaval, en 2015, qui correspond toujours à un moment de luttes sociales au Brésil* », se souvient-il, dans un espagnol mâtiné de fort accent portugais. Ils lancent alors un site, qui recueille des milliers de propositions de citoyens.



Dans la foulée, un manifeste est publié, « [La ville que nous voulons](#) » où la lutte contre le racisme et la récupération des espaces publics sont autant de priorités. En tout, 12 candidats estampillés MUITAS sont désignés, dont une majorité de femmes. La liste intègre la première candidate indigène de l'histoire de Belo Horizonte, tout comme la première candidate transsexuelle. « *On n'avait jamais fait ça. On n'avait pas d'argent. Il a fallu compenser en se montrant plus créatifs que les autres* », décrit Andres ([voir l'un des clips de campagne ici](#)). Ils finissent par décrocher deux sièges au conseil municipal, et visent davantage aux prochaines échéances. Les récits de Portland ou de Belo Horizonte ne sont que deux toutes petites pièces d'un grand puzzle qui s'est assemblé à Barcelone en fin de semaine. Des représentants de plus de 150 villes dans le monde, de Vancouver à Philadelphie, de Valparaíso à Naples, y ont participé, tous animés de la même conviction : c'est par le municipalisme qu'il est aujourd'hui possible de construire des alternatives, pour le dire vite, au capitalisme financier et aux droites extrêmes. « *Alors que les États échouent à répondre aux principaux défis internationaux, nous devons être, depuis les villes, une alternative* », a lancé Ada Colau vendredi soir, en ouverture du sommet, devant un millier de personnes réunies sur l'une des places de la vieille ville. Si les États se révèlent « *très lents et bureaucratiques, rongés par une concurrence les uns envers les autres qui les paralysent* », à l'inverse, les villes « *travaillent en réseaux* », de manière souple, pour répondre aux urgences, a-t-elle poursuivi. Lors d'un échange avec la maire de Madrid Manuela Carmena, elle a plaidé pour une « *alliance internationale des villes* », sur des thématiques précises, comme l'accueil des migrants, ou la lutte contre le réchauffement climatique ([Voir la vidéo](#)). « *Le municipalisme, c'est le pouvoir local. C'est l'auto-organisation. Nous voulons récupérer la souveraineté qui a été volée aux citoyens, pour proposer ensemble une nouvelle forme d'habiter dans la ville* », s'est enthousiasmé de son côté le Chilien Jorge Sharp, le maire de Valparaíso. Issu des mouvements étudiants, il fut, à 32 ans, l'une des vedettes de la fin de semaine ([lire son entretien à Mediapart](#)). Seul élu français convié au rassemblement public vendredi soir, le maire de Grenoble Éric Piolle a exhorté à « *collaborer davantage entre les villes, pour bousculer l'agenda* » imposé par les États, avant de vanter l'interdiction de la publicité dans l'espace public mise en place dans sa ville. « *L'espoir réside dans les villes* », a renchéri pour sa part Andrea Reimer, conseillère municipale de Vancouver, au Canada, qui a présenté les mesures de réduction drastique d'émissions de CO2 qu'elle met en place. Quant à Caren Tepp, l'élue de Rosario, troisième ville d'Argentine, elle a plaidé pour « *décaler de 90 degrés ceux d'en haut et ceux d'en bas, pour que tout le monde se retrouve à l'horizontale* », en référence aux techniques de participation citoyenne qu'elle cherche à mettre en place. Pendant trois jours, la rhétorique fut efficace : face à « la peur », qui mine les États et alimente le repli, du Brexit à Trump, les villes incarneraient « l'espoir » et l'hospitalité, grâce à la proximité qu'elles entretiennent avec leurs citoyens. « *Nous sommes confrontés à un phénomène de capture de la politique par les pouvoirs financiers, commente l'universitaire catalan Joan Subirats, l'un des inspireurs des plateformes citoyennes espagnoles. L'agenda des municipalités prouve qu'elles sont capables de susciter l'espoir, face à la financiarisation de notre vie quotidienne.* »

Des villes rebelles d'Espagne aux villes anti-Trump aux États-Unis

Ce n'est bien sûr pas un hasard si cette rencontre, inédite, s'est tenue à Barcelone. Aux élections municipales de mai 2015, des dizaines de plateformes citoyennes, héritières du mouvement indigné de 2011, ont remporté des mairies, dont Barcelone et Madrid, mais aussi Cadix, La Corogne ou Saragosse, et des localités plus modestes. Alors que leur allié au niveau national, Podemos, n'est pas parvenu à prendre le pouvoir, ces maires, souvent issus des mouvements sociaux, expérimentent depuis deux ans l'exercice du pouvoir local. À mi-mandat, ils connaissent des fortunes diverses, comme Mediapart l'a déjà raconté [ici](#) ou [là](#). Alors que le gouvernement de Mariano Rajoy (droite) au pouvoir en Espagne ne leur fait aucun cadeau, ces mairies sont en quête permanente d'alliés pour

démultiplier leurs forces. Elles ont déjà construit des réseaux d'entraide à l'échelle nationale. Ce sont par exemple le réseau des « *villes refuges* », qui se proposent d'accueillir davantage de migrants, dans de meilleures conditions, et dénoncent la politique migratoire restrictive du gouvernement à Madrid ([lire ici](#)). C'est aussi la démarche initiée par le « manifeste d'Oviedo », qui vise à contourner les pressions budgétaires exercées par le ministère des finances à Madrid sur les municipalités, au nom de la discipline budgétaire ([lire là](#)). À chaque fois, ces initiatives débordent, de loin, les simples compétences municipales. Mais ces réseaux restent encore modestes. À l'échelle nationale, les rapports de force leur sont très défavorables, avec un gouvernement et des régions majoritairement à droite. À l'initiative de la commission internationale de « Barcelone en commun » (une structure indépendante de la mairie), le sommet des « *villes sans peur* » avait donc pour vocation d'ouvrir grand les horizons. Comme les expériences similaires aux « mairies rebelles » espagnoles sont quasi inexistantes en Europe (à l'exception, peut-être, de la mairie de Naples), il a fallu aller chercher des soutiens ailleurs. À commencer par les États-Unis, où le « *droit à la ville* » structure la politique municipale depuis des décennies, et où les mouvements grassroots sont nombreux. Le maire de Berkeley, en Californie, tout comme des élus de Philadelphie, New York, Jackson (Mississippi) ou Portland, ont fait le déplacement, tous préoccupés par la manière de s'opposer depuis le local à la présidence Trump.

« *Ce n'est pas facile de mener une politique "progressiste", dans le cadre d'un système partisan très ancien*, a expliqué Richie Torres, un conseiller municipal de New York. *Faut-il lancer un troisième parti ? Ou créer une sorte de Tea Party de gauche ? Notre réponse, pour le moment, c'est d'essayer de multiplier les points de contact, depuis la mairie, entre les élus et les mouvements sociaux* ». Une autre Américaine, Rachel Heaton, a livré l'une des interventions les plus applaudies du sommet, en donnant un exemple concret de la manière dont le municipalisme peut contrer certaines politiques nationales. Issue d'une communauté autochtone, elle a cofondé une coalition à Seattle, opposée à la construction d'un oléoduc, le Dakota Access Pipeline. Sous la pression, Barack Obama avait, en fin de mandat, bloqué le projet mais Donald Trump l'a relancé. En février, la ville de Seattle [a décidé de rompre](#) tout lien financier avec Wells Fargo, l'une des banques qui financent la construction de cet énorme chantier. Si d'autres villes suivent, la banque en question pourrait y réfléchir à deux fois avant de continuer à financer ce prêt. D'où l'appel de Heaton exhortant les municipalités, en Europe également, à suspendre tout lien avec cet établissement bancaire. Cette approche n'est pas sans écho avec les municipalités « rebelles » d'Espagne qui s'étaient engagées, dans leur programme en 2015, à ne jamais travailler avec des établissements bancaires qui continuent d'expulser des familles piégées par l'effondrement de la bulle immobilière. Si les expériences circulent de part et d'autre de l'Atlantique, le sommet n'a pas débouché sur la création d'une structure pérenne. Du côté de l'organisation, on assure que ce n'était pas l'objectif et qu'il n'a jamais été question de « *formaliser quoi que ce soit, mais plutôt d'échanger, pour pouvoir s'aider par la suite* ». Il reste à voir comment orchestrer les étapes suivantes, sans la capacité d'organisation d'un mastodonte comme Barcelone. Autre défi pour les mois à venir : les relations à tisser avec des villes qui ne sont pas gouvernées par des forces progressistes, mais où des mouvements sociaux là aussi s'organisent et ont besoin d'appui extérieur, par exemple dans l'accueil des migrants. Sur ce point aussi, la rencontre des « *villes sans peur* » est restée muette.

From:

<https://listesparticipatives2020.frama.wiki/> - **Le wiki des listes participatives aux municipales 2020**

Permanent link:

<https://listesparticipatives2020.frama.wiki/mediapart?rev=1509577532>Last update: **2017/11/02 00:05**

